

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 15/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELCROS

5 LIEU DIT ECHERY
68160 STE MARIE AUX MINES

Références : 0454_2022_03_02_Delcros

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement DELCROS implanté 5 LIEU DIT ECHERY 68160 STE MARIE AUX MINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELCROS
- 5 LIEU DIT ECHERY 68160 STE MARIE AUX MINES
- Code AIOT dans GUN : 0006700454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- statut IED - MTD

La société Delcros est spécialisée dans le traitement de surface de pièces en inox ou en aluminium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie et moyens d'intervention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 7	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 7	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 8.1	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 8.2	/	Sans objet
Caractéristiques du bâtiment	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3	/	Sans objet
Prise de terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Gestion des stocks de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le risque incendie, aucune non conformité n'a été relevée sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux polluées provenant d'un incendie
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont associées à un volume de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume de 360 m ³ . La vanne d'isolement en sortie du site après le dispositif débourbeur-déshuileur doit pouvoir être accessible et actionnée en toutes circonstances. Cette vanne devra faire l'objet d'examens et d'entretiens périodiques appropriés (une fois l'an au minimum) afin de s'assurer de son bon état de fonctionnement.[...]
Constats : L'usine comporte 2 bâtiments placés dans une cuvette revêtue d'un béton bitumineux. Un plan topographique présenté par l'exploitant montre une rétention de 316 m ³ englobant les 2 bâtiments Le bâtiment de production contient les cuves de traitement posées sur un dallage en béton. Celui-ci dispose de pentes permettant d'envoyer les eaux polluées vers les points bas à l'aide de rigoles. En complément de l'aire de rétention, une fosse de 150 m ³ et une autre de 35 m ³ sont situées au point bas de l'atelier de fabrication. En résumé l'exploitation dispose d'une rétention de : 316 + 150 + 35 = 501 m ³ . La vanne d'isolement en sortie du site après le dispositif débourbeur-déshuileur est repérée, et facilement accessible. Placée à la limite de propriété du site, elle peut être actionnée conformément aux indications d'un panneau d'affichage. Cette vanne a été utilisée lors d'un exercice avec les pompiers de Sainte-Marie aux Mines, le 14/10/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : [...]. L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Un contrôle (Veritas) a été effectué le 7/01/2022. Ce contrôle a relevé la nécessité de mettre en œuvre les actions correctives suivantes : – 2 disjoncteurs différentiels à changer dans le TGBT – un dépoussiérage des armoires électriques à réaliser. L'ensemble des travaux a été réalisé au début du mois de février.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs adaptés aux risques
Prescription contrôlée : La protection contre l'incendie sera réalisée par la mise en place de dispositifs appropriés aux risques, à savoir : — extincteurs à base d'eau, ou postes d'eau pour les feux secs (bois, papiers, etc.) — extincteurs au CO pour les feux d'origine électrique — extincteurs à poudre pour Les feux gras (hydrocarbures, etc.). Ce matériel sera maintenu en bon état de fonctionnement et vérifié périodiquement. Il sera, pendant la période de froid, efficacement protégé contre le gel.
Constats : L'établissement dispose de : – 2 extincteurs à eau de 6 L. – 2 extincteurs à poudre de 6 kg – 14 extincteurs à poudre de 9 kg – 1 extincteur CO2 de 2 kg – 2 extincteurs CO2 de 5kg – 2 extincteurs à poudre (sur roues) de 50 kg Les matériels ont été vérifiés le 09/09/2021 par la société SICLI. Les extincteurs sont entreposés à l'intérieur des locaux de l'usine (hors gel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1990, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant établira un plan d'intervention précisant notamment l'organisation de l'intervention, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les corps de sapeurs pompiers. Ce plan sera tenu à jour et transmis aux services publics de lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant a placé dans l'atelier un plan indiquant l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les corps de sapeurs pompiers. Ce plan est également placé dans un coffre situé à l'entrée de l'ICPE tenu à la disposition des Services d'incendie et de secours de la commune de Sainte-Marie aux Mines.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'actualiser son plan d'intervention et plus particulièrement la procédure de fermeture de la vanne évitant les rejets vers la Liepvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes : – murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; – planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; – portes et fermetures résistantes au feu [...] Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Les murs extérieurs et séparatifs sont en béton banché coupe-feu de degré 2 heures. Les dalles sont en béton (sol et plafond) ; les portes et fermetures sont résistantes au feu. Afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation, chaque conduite est équipée d'un dispositif fixé sous le plafond. En cas d'incendie toutes les ouvertures dues au passage des tuyauteries dans le plafond sont obturées. La toiture est équipée de châssis de toit pouvant être manœuvrés manuellement et automatiquement. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prise de terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Le contrôle des mises à la terre a été réalisé le 07/01/2021 et aucune anomalie n'a été relevée dans l'ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant déclare qu'il ne stocke pas de cyanure, de trioxyde de chrome ni de produits cyanurés. Il détient un stock d'acides phosphorique, nitrique, sulfurique, et un stock de soude et chaux éteinte. L'état des stocks actualisé toutes les semaines est affiché à l'entrée du local recevant ces produits. Une copie est disponible au bureau et dans le casier extérieur mis à la disposition des pompiers. Le local est pourvu d'une fermeture de sûreté et doté d'une ventilation naturelle assurée par 2 entrées d'air. Lors de l'exploitation de l'usine qui fonctionne en 2 x 8 la grande porte du local stockage située sur le long pan du bâtiment reste ouverte en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet